

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le [cf. date signature]

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PROSERVE DASRI

641, rue du Président Lecuyer
Zone Industrielle n°4 - BP n°4
59880 Saint-Saulve

Références : 2023-V2-232
Code AIOT : 0007002625

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 dans l'établissement PROSERVE DASRI implanté 641, rue du Président Lecuyer Zone Industrielle n°4 - BP n°4 59880 Saint-Saulve. L'inspection a été annoncée le 23/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROSERVE DASRI
- 641, rue du Président Lecuyer Zone Industrielle n°4 - BP n°4 59880 Saint-Saulve
- Code AIOT : 0007002625
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société PROSERVE DASRI exploite au sein de son agence de Saint Saulve une unité de collecte, de transit/regroupement et de pré-traitement par désinfection de DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux).

Cette activité, encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/07/2013, relève du régime

de l'autorisation pour les rubriques ICPE suivantes :

- 2718.1 Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux (quantité maximale présente sur site : 3 tonnes) ;
- 2790 Installation de traitement de déchets dangereux (capacité maximale : 20 tonnes / jour) ;
- 3510 Élimination ou valorisation des déchets dangereux par traitement physico-chimique (capacité journalière : 20 tonnes / jour).

Le site, tel que autorisé, relève de la directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dossier de porter à connaissance : récolement APMD du 30/08/2021
- État des installations de traitement : arrêt prolongé

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Porter à connaissance des modifications des installations	AP de Mise en Demeure du 30/08/2021, article 1	Susceptible de suites	Sans objet
2	Révision des garanties financières	AP Complémentaire du 08/07/2013, article 1.5.1 et 1.5.5	/	Sans objet
3	Activités classées	AP Complémentaire du 08/07/2013, article 1.2.1	/	Sans objet
4	Stockage des déchets à traiter	AP Complémentaire du 08/07/2013, article 5.1.5 alinéa 4	/	Sans objet
5	Consignes d'exploitation	AP Complémentaire du 08/07/2013, article 2.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la présence inspection, il a été constaté que le dossier de porter à connaissance relatif aux modifications apportées aux installations a bien été déposé auprès du préfet, dans le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/08/2021.

Il a également été constaté la mise à l'arrêt prolongé des activités de banalisation de traitement des déchets par consignation des installations, en l'absence de difficulté particulière sur les principales filières de banalisation (par incinération) des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance des modifications des installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/08/2021, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2022
Prescription contrôlée : <p>La société PROSERVE DASRI exploitant une installation de prétraitement par désinfection de déchets d'activités de soins à risques infectieux sise 4, rue du président Lecuyer – Zone industrielle n°4 sur la commune de Saint-Saulve est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1.6.1, [...] de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2013 en :</p> <ul style="list-style-type: none">• portant à la connaissance du préfet les modifications mises en œuvre sur le site avec tous les éléments d'appréciation associés, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ; <p>[...]</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection menée le 08/12/2021, il avait été constaté le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/08/2021 (cf. rapport référencé V2/2021-379 daté du 29/12/2021), hormis le point concernant le dépôt d'un dossier de porter à connaissance conforme aux dispositions du code de l'environnement, à adresser au préfet relatif aux modifications apportées aux installations.</p> <p>Par courrier en date du 12/01/2022, dans le respect des engagements pris par l'exploitant lors de cette inspection du 08/12/2021, l'exploitant a transmis son dossier de porter à connaissance des modifications apportées aux installations ou envisagées.</p> <p>Par le dépôt de ce dossier de porter à connaissance, l'exploitant répond ainsi au dernier point identifié non soldé lors de la précédente inspection de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/08/2021. Il est donc proposé au préfet d'abroger cet arrêté.</p> <p>Même si l'instruction de ce dossier de porter à connaissance fera l'objet d'un rapport distinct, sans préjuger des suites administratives qui seront à réserver à cette demande de modification, il est rappelé ici, à titre indicatif, les conséquences des modifications qui seront apportées à l'agence de Saint Saulve par l'exploitant sur le classement ICPE de cet établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- 2718.1 Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux (seuil A : 1t) : augmentation de la quantité maximale présente sur site : passage de 3 t à 33 t (+30t) ;- 2790 Installation de traitement de déchets dangereux (sans seuil) : réduction de la capacité maximale de traitement des DASRI : passage de 20 t/j à 9,6 t/j (par remplacement des équipements de traitement) ;- 3510 Élimination ou valorisation des déchets dangereux par traitement physico-chimique (seuil 10t/j) : réduction de la capacité journalière de traitement : passage de 20 t/j à 9,6 t/j (par remplacement des équipements de traitement). <p>Les modifications apportées aux activités et installations du site sont de nature à ne pas modifier le statut ICPE du site (qui reste sous le régime de l'autorisation pour les rubriques 2718 et 2790). Par contre, ce dossier constitue une sortie du dispositif IED par déclassement sous la rubrique IED 3510.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Révision des garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2013, article 1.5.1 et 1.5.5
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article 1.5.1. Objet des garanties financières</u> Des garanties financières doivent être constituées par l'exploitant pour les activités visées à l'article 1.2.1 ci-dessus en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement. <u>Article 1.5.5. Révision du montant des garanties financières</u> Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation. <i><u>Article R.516-1 du code de l'environnement</u></i> <i>Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L. 516-1, L. 516-2 et L. 512-18, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à 100 000 €.</i>
Constats : Il s'avère que le montant des garanties financières calculé par l'exploitant se trouve en dessous du seuil libératoire fixé par le code de l'environnement. L'exploitant n'a donc pas l'obligation de les constituer. Dans le cadre de l'instruction du dossier de PAC, une attention particulière sera portée à la révision des garanties financières, dans le respect des dispositions prévues. Le cas échéant, si le montant révisé devait se trouver supérieur au montant libératoire fixé par le code de l'environnement, l'exploitant aura l'obligation de fournir une attestation de constitution des garanties dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières.
Observations : Le dossier de porter à connaissance ne comprend pas la révision du montant des garanties financières. L'exploitant complètera en ce sens son dossier de porter à connaissance, en transmettant au préfet une pièce complémentaire à son dossier, présentant la révision du montant des garanties financières en conséquence, et ce sans attendre l'instruction du dossier par les services de la DREAL.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des activités de traitement des DASRI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2013, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Liste des ICPE concernées par une rubrique de la nomenclature des Installations Classées : [...] 2790-2 Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770. 2. Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement. Les installations sont constituées de deux appareils « ECOSTERYL 250 » de capacité unitaire moyenne de 250 kg/h de déchets traités - 20 t/j soit 6.000 t/an.
Constats : Lors de la présente inspection, il a pu être constaté que les machines utilisées pour l'activité de traitement des DASRI (broyeur, stérilisateur, laveur, bascule) sont consignées, aucune activité de traitement n'a été opérée sur le site sur toute l'année 2022. Les enregistrements des activités de traitement en attestent (registre de suivi quotidien par opérateur tenu par le directeur industriel pour l'ensemble des sites). Des discussions menées avec l'exploitant le jour de l'inspection, il ressort que l'unité de banalisation de traitement des DASRI de l'agence de Saint Saulve n'est utilisée qu'en cas d'indisponibilité de la filière « incinération » établie avec les CVE de Douchy-les-Mines et Noyelles-sous-Lens, filière autorisée de banalisation des DASRI. Sans tension particulière sur cette filière « incinération », l'agence de Saint-Saulve n'a pas besoin d'opérer d'activité de traitement des DASRI sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockage des déchets à traiter

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2013, article 5.1.5 alinéa 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage maximal de déchets en attente de prétraitement par désinfection est limité à une quantité maximale de 30 tonnes.
Constats : Aucun déchet en attente de traitement n'a été constaté sur le site le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2013, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : Lors de la présente inspection, il a été constaté l'arrêt complet des traitements en 2022 (avec consignation du matériel de traitement). En conséquence, les contrôles de suivi du traitement à effectuer dans le cadre de ces activités de banalisation des déchets (article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral en particulier) ne sont pas réalisés. Des discussions avec l'exploitant, il ressort que ces contrôles seront bien réalisés à la remise en service des installations dans le respect des consignes d'exploitation. Compte tenu de la durée prolongée des arrêts des installations de traitement, il apparaît opportun d'établir une consigne spécifique de redémarrage des installations de banalisation après arrêt prolongé, pour viser le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 08/07/2013, en particulier les opérations de contrôles associées. De la même manière, les modalités de consignation des installations en vue de l'arrêt prolongé des activités de traitement pourront également faire l'objet d'une consigne spécifique, permettant d'assurer la traçabilité des phases d'arrêt, la justification des arrêts des contrôles associés aux activités de banalisation et l'inaccessibilité aux installations.
Observations : L'exploitant établira une consigne spécifique de redémarrage / arrêt prolongé des installations visant le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet